

Le 21 Janvier 2019

## Liminaire CTL du Lundi 21 Janvier 2019

Madame La Présidente,

Chaque année, tous vos agents sont en effervescence, ils l'attendent avec impatience, non je ne parle pas de la galette des rois, du beaujolais nouveau ou de leur avis d'impôt mais du volet emplois bien sûr. Comme dans les mauvais feuilletons, le scénario est toujours le même, entre 8 et 15 emplois en moins, le seul suspense est le casting. Quels vont être les acteurs du volet emploi cette année? Madame La Présidente a des choix à faire, un rôle ô combien ingrat qui lui incombe et que personne dans tout le département ne lui envie!!! Mais loyauté oblige, il faut sélectionner des sites et des noms in fine.

Quelles décisions prendre cette année? Mes agents dans les SIP ont géré le Prélèvement à la Source sans rechigner et sans faire grève, ils ont bien bossé, je ne vais quand même pas les sanctionner. Mon Ministre n'a pas fermé les 3 trésoreries prévues au 31/12/2018, je ne peux pas enlever des emplois dans ces trois trésoreries qui travaillent déjà en binôme. Dans les autres trésoreries, ils sont débordés et respirent déjà avec une paille, la qualité comptable est très bonne, je ne vais pas leur mettre la tête sous l'eau définitivement. Le SPFE a rattrapé une partie de son retard, a régularisé bon nombre d'opérations, et n'a pas fait grève non plus pendant les fêtes, je ne vais pas les punir en supprimant un poste. Les SIE sont déjà peu nombreux, les PCE, la BCR, le PRS, les PCR, les géomètres et le Foncier sont déjà en sous-effectif pour réaliser leurs missions, ah zut je n'ai toujours pas avancé, où supprimer ces postes.?

Madame la Présidente, **Solidaires** ne souffre pas de troubles de la personnalité, mais si nous avons voulu essayer de raisonner comme vous, c'est simplement pour vous faire comprendre que les seuils maximums de suppressions d'emplois sont atteints depuis longtemps, et que ces 14 suppressions supplémentaires en 2019 sonnent le glas du service Public dans notre département.

Nous pourrions faire des commentaires sur les postes impactés par ces suppressions d'emplois car les petites trésoreries payent un lourd tribut une fois de plus, mais c'est en global que **Solidaires** raisonne, et nous vous demandons Madame La Présidente de refuser en bloc cet ordre venu de Bercy. Votre rôle est d'assurer la sécurité et la santé des Agents dans leurs postes, cet ordre et cette loi vont à l'encontre des normes hygiène, sécurité et conditions de travail. **MERCI DE REFUSER CES SUPPRESSIONS DE MASSE, IL N'EST PAS TROP TARD.**